

# Editorial

## Quelle Europe-?

Avec l'arrivée au sein de l'Union européenne de dix nouveaux pays, nous venons de connaître un moment historique. Un continent retrouve enfin son unité, il réincorpore sa moitié orientale dont les accords de Yalta et la main de fer de l'Empire soviétique nous avaient trop longtemps privés. Ces pays, comme l'a fort justement remarqué l'ancien ministre des Affaires étrangères polonais Bronislaw Geremek, n'entrent pas dans l'Europe – qu'ils n'ont jamais vraiment quittée – mais dans l'Union européenne...

Il a fallu quinze ans, depuis la chute du mur de Berlin en 1989, pour que ce mouvement prenne corps et devienne une réalité politique. Il faudrait être étié et grincheux pour ne pas prendre la mesure d'un tel événement et ne pas saluer comme il se doit l'arrivée de ces pays dans l'Union.

D'où vient pourtant ce sentiment que les feux d'artifice allumés dans la nuit du 30-avril au 1<sup>er</sup>-mai 2004 n'ont pas été l'expression d'une très grande ferveur? Que ce moment n'est pas vraiment un acte symbolique et que les pétards tirés à cette occasion semblent un peu mouillés?

L'élan, il est vrai, s'est émué, depuis ce moment symbolique et fondateur qu'a été la chute du mur de Berlin. Depuis lors, les dirigeants européens, Mitterrand et Kohl en tête, ont préféré faire l'euro plutôt que faire l'Europe. Une vision pragmatique, enfermée dans un processus sans véritable dessein, et donc sans aura, a été privilégiée. L'élargissement de l'Union européenne de quinze à vingt-cinq pays, que nous venons de connaître, en est l'aboutissement. S'agit-il d'une victoire pour l'Europe ou – comme certains européens convaincus le pensaient tout bas et commencent à le dire tout haut – d'une dissolution de l'Europe dans une vaste zone de libre-échange sans véritable consistance? Comment a-t-il été possible de procéder ainsi à l'élargissement de l'Union avant de réaliser son approfondissement?

Et puis, de quelle Europe parlons-nous? Quelle Europe voulons-nous construire? Il n'y a sans doute pas de débat plus important que celui-là pour notre génération politique. Or c'est justement ce débat politique qui aujourd'hui encore semble n'avoir toujours pas été vraiment posé.

Lorsque, le 5 août 1943 à Alger, en pleine guerre, Jean Monnet écrit, à propos des pays européens: *“Leur prospérité et les développements sociaux indispensables sont impossibles, à moins que les Etats d'Europe se forment en une fédération ou une “entité européenne” qui en fasse une unité économique commune”*<sup>1</sup>, il s'affirme en véritable visionnaire. Mais la “méthode Monnet” – faite de compromis, de réalisations concrètes et d'alliances entre de petits groupes de décideurs qui ont porté le projet européen – pose problème: *“Je n'ai jamais cru que l'Europe pourrait naître un beau jour d'une grande mutation politique et je ne pensais pas que l'on dût commencer par consulter les peuples sur les formes d'une Communauté dont ils n'avaient pas l'expérience concrète.”*<sup>2</sup>

Nous ne sommes plus au commencement du projet européen, mais à l'un de ses aboutissements historiques; or le rôle des peuples dans cette aventure politique est toujours aussi marginal. Une des impasses politiques dans lesquelles nous sommes aujourd'hui enfermés tient à l'essoufflement de cette méthode. Rien pourtant ne l'a remplacée, et ce n'est pas la Convention européenne, qui a abouti au projet de Constitution européenne, qui peut prétendre avoir inventé une forme politique nouvelle. L'Europe s'est élargie, soit, cela peut être considéré comme un acquis. Mais que se passe-t-il maintenant? Quel est le projet de l'Europe? Assurer la paix et la sécurité sur l'ensemble du continent? Belle idée, mais que faisons-nous avec nos plus proches voisins, à l'est comme au sud?

L'Europe va-t-elle se refermer sur elle-même et tenter de construire une forteresse sur ses frontières? Cette suffisance continentale porte un nom: eurocentrisme – et c'est une tentation grandissante de la part d'un grand nombre d'Européens qui croient pouvoir ainsi se mettre à l'abri des secousses de l'histoire.

Une telle vision est aveugle, elle conduit invariablement vers le néant, car elle ne prend pas en compte les effets que la dynamique de la construction européenne génère à ses frontières. Il est impensable de créer un continent de prospérité avec, sur ses marges, de la misère, du chaos et de la guerre. Réduite à une simple zone de libre-échange, avec quelques vagues politiques structurelles pour compenser des déséquilibres intérieurs trop flagrants, l'Europe serait un non-acteur sur la scène internationale et inévitablement une région soumise à l'hyperpuissance américaine.

Cette Europe des seuls commerce et libre-échange a pourtant le vent en poupe. Elle est portée par le cours des choses, par les forces du marché et par la nouvelle configuration du capitalisme international qui donne à la mondialisation son visage actuel<sup>3</sup>.

Une Europe politique serait une tout autre perspective. Il est probable, au moins dans un premier temps, qu'elle ne pourra pas se faire à vingt-cinq. Cela suppose donc des noyaux durs et des convergences politiques effectives entre des pays qui défendent une vision du monde partagée; c'est-à-dire une vision du monde qui ne se réduit pas à une simple litanie sur les valeurs de la démocratie et à des plaidoyers creux, comme c'est toujours le cas aujourd'hui, à propos des principales crises internationales.

Cette Europe politique, qui aura su tirer les leçons de l'expérience coloniale des différents pays qui la composent, a une belle occasion pour commencer à exister sur la scène internationale: c'est le débat lancé par les Etats-Unis sur le "Grand Moyen-Orient".

Cette nouvelle zone stratégique, qui s'étend du Maroc au Pakistan et à l'Afghanistan, vient d'être dessinée par les Etats-Unis. Elle n'a pas d'autre consistance que de répondre à leurs intérêts politiques du moment et se fonde sur une "extension de la liberté, de la justice et de la démocratie". Riche idée, qui vise notamment à combattre le terrorisme et à sortir ainsi le Grand Moyen-Orient de "l'axe du mal" qui nous menace<sup>4</sup>.

Cette représentation stratégique américaine – imaginée par quelques stratèges en chambre sans doute aussi visionnaires et efficaces que ceux qui ont imaginé l'intervention militaire en Irak pour y instaurer la démocratie – est susceptible de s'imposer lors du prochain G8, à l'OTAN et, par contagion, au sein de l'Union européenne.

L'Europe politique – qui, justement, n'est pas une puissance impériale ni même une puissance hégémonique, mais qui peut être une puissance médiatrice avec ses voisins méditerranéens – a là une belle occasion d'exister sur la scène internationale.

Saisira-t-elle cette occasion ou laissera-t-elle les incendiaires que sont George W.-Bush et Ariel Sharon mettre le Moyen-Orient à feu et à sang?

Quelle Europe voulons-nous?

Le temps est venu de sortir du silence et d'affirmer un choix pour une Europe politique et contre une Europe ectoplasme.

THIERRY FABRE

---

1 Note du 5 août 1943, citée par Eric Roussel dans sa biographie, *Jean Monnet* (Fayard, 1995, p.-388).

2 Jean Monnet, *Mémoires* (Fayard, 1976, p.-430).

3 A ce sujet, voir le texte de Michel Guérin dans ce numéro, "Civilisation et société mondiale du risque" (p.-127).

4 *Le Point*, dans son numéro du 22 avril 2004, reprend volontiers cette vision frontale avec ce titre fallacieux: "Islam et Occident, quatorze siècles de guerres et de malentendus".